NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 390 du 29 juin 2025

Au sommaire :

- **Farce du conclave, mascarade parlementaire et RN en embuscade... le Medef et le CAC40 nous font la guerre** - *Laurent Delage*
- **Sinistres mascarades de paix, armement et poursuite des guerres, le sommet de l'Otan sous les ordres de Trump** - *Galia Trépère*

Farce du conclave, mascarade parlementaire et RN en embuscade... le Medef et le CAC40 nous font la guerre

La farce du conclave s'est terminée lundi soir, après une ultime provocation des syndicats patronaux Medef et CPME, organisant leur propre conférence de presse pour mettre en scène leurs « propositions », juste avant l'ouverture de cette ultime réunion. Hors de question pour eux d'apparaître en position de reculer sur quoi que ce soit !

Tout un symbole, qui montre à quel point le Medef impose ses volontés à l'issue de ces 4 mois de comédie de « dialogue social », où les syndicats n'ont cessé de faire reculades sur reculades, obsédés par leur position de « partenaires sociaux », pour, au final, prendre une nouvelle gifle attendue...

Une capitulation librement consentie des directions syndicales

Quel ridicule de voir le dernier carré de ce conclave (CFDT, CFTC et CFE-CGC) découvrir que le Medef « *n'a pas joué le jeu* » ! La CFDT en rajoute même en soulignant que les organisations syndicales salariées ont « *pris des risques* » en acceptant bien des reculs... C'était justement le but de la manœuvre à laquelle elles se sont prêtées complaisamment !

Le « compromis » qui devait être présenté lundi et sur lequel le Medef s'est assis ouvertement, prévoyait près de 6,5 milliards d'économies d'ici 2030, essentiellement sur le dos des retraités avec l'augmentation de la CSG et la sous-indexation des pensions sur l'inflation en 2026 et 2027. Quant à l'abrogation de la réforme des retraites, que le PS et l'ensemble des directions syndicales avaient présentée comme l'objectif de ce conclave, elle passe sous la table. Elles capitulent totalement devant le patronat avec le maintien de l'âge légal à 64 ans en échange de quelques mesurettes sur le calcul de la retraite des femmes ou le passage à 66 ans et demi au lieu de 67 ans pour la retraite sans décote.

Même sur la pénibilité, cheval de bataille de la CFDT servant sur le fond à faire accepter les 64 ans comme la norme, le Medef s'est montré inflexible en acceptant d'élargir les critères, mais en refusant tout dispositif de départ anticipé… Le Medef est à l'offensive, répétant qu'il faut « *travailler plus* », même usé par le travail et l'exploitation !

La mise en scène politique de l'offensive du CAC 40 contre le monde du travail

Ce conclave est une campagne du pouvoir et du patronat pour faire accepter les économies, les reculs et la dégradation sociale au nom de la dette. Marette, ex patron de l'Agirc-Arrco et président de ces « *concertations* », en a même profité pour ouvrir la voie à une négociation en 2026 pour instaurer un étage de capitalisation dans le système de retraite pour le secteur privé. Une aubaine pour la finance dont l'objectif est de mettre la main sur l'argent des retraites !

Sans surprise, la farce du conclave se révèle comme une duperie derrière le baratin de Bayrou sur la « *démocratie sociale* ». Dès le mardi, il démarchait les « *partenaires sociaux* » dans son rôle de bon apôtre hypocrite et menteur en vue d'obtenir un « accord », alors qu'il se trouve particulièrement isolé et déconsidéré. Une vaine démarche et un service ultime rendu au patronat.

Jeudi, Bayrou a présenté la liste « *impressionnante* » des « *accords* » entre les « *partenaires sociaux* » à l'issue du conclave, en prenant acte des reculades des syndicats qui « *sont aussi tombés d'accord sur deux constats : l'impossibilité de revenir sur la mesure phare de la réforme, à savoir le passage de l'âge légal de la retraite de 62 à 64 ans, et le fait que tout alourdissement du coût du travail, comme une augmentation des cotisations patronales, serait une menace directe sur l'emploi et sur les chances de nos entreprises dans la compétition mondiale* »… Des

points politiques marqués par le patronat et le gouvernement contre l'ensemble du monde du travail.

Dans cette farce, la CGT n'a pas été en reste, elle qui avait dû quitter le conclave suite aux critiques au sein de la confédération. Au lieu de tirer publiquement le bilan du conclave en accusant le gouvernement, le Medef et ceux qui se sont complaisamment prêtés à leurs manœuvres, Sophie Binet s'est empressée de déclarer que « *la CGT et Force ouvrière doivent être invitées* » par François Bayrou. Elle se pose même en conseilleur de Macron en l'appelant à faire un référendum sur la réforme des retraites, « *seule décision qui peut permettre de sortir par le haut et de rassembler le pays* » ! On est loin d'une politique pour construire l'affrontement, face à une classe dominante et un pouvoir qui eux, n'hésitent pas à mener leur guerre contre le monde du travail.

Des manœuvres parlementaires impuissantes tandis que le RN attend son heure

Quant à la gauche parlementaire, elle s'embourbe dans les manœuvres. Après avoir dealé sa non-opposition au budget de Bayrou en échange du conclave, le PS a déposé jeudi une motion de censure contre le gouvernement, cherchant à sauver la face.

Mélenchon s'est empressé de déclarer : « *Enfin le PS revient à la raison, c'est-à-dire à l'opposition frontale avec Bayrou après l'échec du conclave* », comme si le PS avait changé de politique, à l'image de Hollande qui, à la réunion du groupe PS à l'Assemblée, déclarait « *Il ne faut pas censurer, il faut de la stabilité* ».

Le théâtre d'ombre des manœuvres parlementaires se met en scène, à propos d'une motion de censure qui n'a aucune chance de passer puisque le RN a déclaré qu'il ne la voterait pas.

Celui-ci attend son heure, pour faire dégager Bayrou en menant sa propre politique. Sébastien Chenu, député du Nord, a résumé leur politique : « *le rendez-vous de la censure, c'est à l'automne, c'est au moment du budget. François Bayrou, son tour viendra (…) Nous allons pouvoir demander de bouger des lignes, que ce soit sur l'énergie ou la politique migratoire* ».

La gauche syndicale et politique se retrouve complètement impuissante à s'opposer à l'offensive en cours. Noyée dans le dialogue social ou le cadre parlementaire et institutionnel, son refus de l'affrontement la mène à une politique de « responsabilité » et de défense du système.

Une politique qui laisse le champ libre aux politiques les plus réactionnaires et brutales contre les travailleur·es, à l'image de Retailleau qui fait du Trump contre les migrant·es, avec l'organisation des rafles dans les transports et les gares les 18 et 19 juin, mobilisant 4 000 policiers, douaniers et militaires !

A l'image aussi du débat mercredi au Parlement sur la guerre d'Israël contre l'Iran, introduit par Bayrou réaffirmant le « *soutien* » de la France « *au peuple israélien, à son droit à l'existence et à la sécurité* ». Des macronistes jusqu'à l'extrême-droite, tous justifient la politique de Netanyahou, promu défenseur de l'occident. Quant à Le Pen, elle se positionne en dénonçant « *l'inconsistance* » de Macron tout en saluant « *la manière dont le président Trump est intervenu dans cette crise géopolitique* ».

De la trahison du mouvement pour les retraites à la farce du conclave, tirer les leçons d'une capitulation

Le conclave montre à quel point l'intersyndicale a trahi le mouvement contre la réforme des retraites, en prétendant vouloir « *bloquer le pays* » tout en l'enfermant dans l'impasse du calendrier parlementaire. Et aujourd'hui, le conclave auquel toutes les directions syndicales ont participé entérine les 64 ans et prépare le terrain politique à une nouvelle offensive.

Il n'y a aucune autre issue que l'affrontement. La politique de subvention permanente du capital comme l'explosion des budgets militaires ont fait progresser la dette de 40 milliards en 3 mois. Les classes dominantes n'ont pas d'autre politique qu'imposer la régression sociale, surexploiter les travailleur·es et la nature pour tenter de maintenir leur système et les records du CAC40 quoi qu'il en coûte.

D'ores et déjà, le gouvernement annonce 5 milliards de plus d'économies sur les dépenses d'Etat et la Sécurité Sociale, 40 milliards d'économies sur les dépenses publiques dans le prochain budget, une nouvelle offensive contre les chômeurs, alors que Darmanin annonce vouloir diminuer par deux l'indemnisation du chômage.

Il ne peut y avoir de lutte pour défendre les services publics, contre les licenciements, pour les salaires, la protection sociale, sans s'en prendre à la logique de rentabilité financière, sans s'en prendre à l'Etat, sans remettre en cause le pouvoir de l'oligarchie financière. Ce combat est indissociable de la lutte contre la guerre, pas un euro pour la guerre, non à l'union nationale !

Nous avons besoin de nous rassembler autour de ce qui nous est commun, la défense de nos intérêts en toute lucidité, nos intérêts de classe incompatibles avec ceux du capital et de ses serviteurs, besoin de prendre nous-mêmes nos affaires en main.

Laurent Delage

Sinistres mascarades de paix, armement et poursuite des guerres, le sommet de l'Otan sous les ordres de Trump

Trois jours à peine après avoir ordonné, en complément de l'offensive israélienne contre l'Iran lancée le 13 juin, une attaque aérienne sur les sites nucléaires iraniens, le largage par des bombardiers furtifs B2, partis du

Missouri, de plusieurs bombes anti-bunker GU57 de 13 tonnes, les plus destructrices au monde si on excepte les armes nucléaires, Trump était accueilli en héros de la paix mardi après-midi au sommet de l'Otan à La Haye parce qu'il avait réussi à obtenir la veille un accord de cessez-le-feu entre Israël et l'Iran après une « *guerre de douze jours* ».

Sinistre mise en scène que cet hommage flagorneur des dirigeants occidentaux qui se sont engagés lors de ce sommet à une augmentation faramineuse de leur budget militaire, à leur suzerain Trump et à sa « *paix par la force* ». Un simulacre de paix qui prépare la poursuite de la guerre ! Quel que soit le caractère parfois fantasque donné à ces événements par la mise en scène permanente de sa personne et de son pouvoir par Trump, cette démonstration de force de la puissance militaire américaine, conjuguée au soutien sans faille que les États-Unis apportent au génocide des Palestiniens par Israël, est une menace contre tous les peuples du Proche et du Moyen-Orient, de la planète, en premier lieu contre leurs principales rivales, la Russie et la Chine.

Un renforcement de la guerre génocidaire d'Israël et de son offensive globale

La conclusion de cette trêve a été ponctuée de coups de théâtre comme l'avait été la décision de l'attaque américaine, survenue deux jours après que Trump avait dit qu'il ne la prendrait que dans un délai de deux semaines. Lundi soir, il annonçait de façon unilatérale et contre toute attente qu'un cessez-le-feu conclu entre l'Iran et Israël, « *un arrêt complet et total* » des hostilités, dont la presse a ensuite révélé qu'il avait été négocié par le Qatar avec l'Iran, devait prendre effet le lendemain matin. L'Iran avait déjà signifié sa disponibilité à un tel accord quelques heures plus tôt en prévenant à l'avance les États-Unis qu'il allait frapper une base américaine au Qatar. Pendant la nuit, l'armée israélienne intensifiait ses bombardements sur Téhéran et l'Iran ripostait par un tir de missile sur Israël juste avant le début annoncé de la trêve. Après avoir été sermonnés l'un et l'autre, le président iranien déclarait la fin de la guerre le mardi après-midi et Israël finissait par se plier à la volonté de Trump, une trêve après 12 jours de guerre qui ont fait plus de 600 morts du côté iranien et 28 du côté israélien.

Les objectifs de guerre affichés par Israël, en finir avec la menace que constituerait la possibilité pour l'Iran de produire des armes nucléaires à brève échéance, alors que le régime sioniste lui-même est détenteur de l'arme atomique en dehors de toute convention internationale, ont été en grande partie atteints grâce à l'intervention américaine. Même si les sites visés n'ont semble-t-il pas été complètement détruits et qu'on ne sait rien de 408 kilos d'uranium enrichi que détiendrait l'Iran, il faudra à celui-ci des mois au minimum pour ne serait-ce que revenir là où il en était de son programme, un nombre important de chercheurs iraniens ayant été assassinés par des tirs ciblés de l'armée israélienne.

L'armée israélienne a considérablement affaibli le régime iranien en détruisant ses infrastructures militaires et en éliminant une grande partie de ses chefs militaires et policiers. Le régime iranien est d'autant plus affaibli que, préoccupé par sa seule survie et craignant par-dessus tout d'encourager l'intervention des peuples, il n'aura riposté que pour la forme à l'agression israélienne, interdisant à ses proxys Hezbollah et Houthis de lancer quelque attaque que ce soit.

Netanyahou a lui aussi rempli ses objectifs personnels, conforter sa popularité en chute libre à cause de sa conduite de la guerre à Gaza et de la question des otages qui suscitent des protestations en Israël.

Autant dire qu'Israël a plus que jamais les mains libres pour mener à son terme sa guerre génocidaire contre la population palestinienne. Pendant les 12 jours de la « guerre » du 13 au 24 juin, 870 personnes ont été tuées -et des dizaines d'autres chaque jour depuis- à Gaza dont une grande partie auprès des centres de distribution alimentaire gérés par Israël. Désormais près de deux millions de Gazaouïs sont parqués par l'armée israélienne sur 18 % du territoire, dans des conditions effroyables. En Cisjordanie, les attaques meurtrières des colons israéliens contre les villages palestiniens ont redoublé d'intensité.

Les États européens vassaux volontaires de Trump

Avant l'attaque américaine contre l'Iran, au moment où Trump entretenait encore le flou sur sa décision, les dirigeants européens avaient exprimé quelques réticences à cette intervention, prônant une solution diplomatique. Macron, en particulier, s'était entretenu par téléphone avec le président iranien, « *convaincu, avait-il précisé sur X, qu'il existe un chemin pour sortir de la guerre et éviter de plus graves dangers* ».

Plus rien de tel après coup, aucune fausse note n'a troublé le sommet de l'Otan à La Haye, protégé par un énorme déploiement policier, ni les louanges dithyrambiques que son secrétaire général Mark Rutte s'était empressé d'adresser par message privé à Trump, sachant bien que celui-ci ne manquerait pas de les rendre publics. « *Félicitations et merci pour votre action décisive en Iran. C'était vraiment extraordinaire et quelque chose que personne d'autre n'avait osé faire* » [...] « *Vous vous envolez vers un nouveau grand succès* » à La Haye, poursuivait-il, « *L'Europe va payer un prix ENORME* » pour financer sa défense « *comme elle le devait* » et « *ce sera votre victoire* ».

Au lieu des 2 % actuels, les Etats européens se sont en effet engagés à consacrer 5 % de leur PIB à leurs dépenses militaires d'ici à 2035 au plus tard : 3,5 % pour les dépenses militaires directes, troupes, armement, et 1,5 pour cent pour des mesures annexes comme la cybersécurité, les infrastructures et la construction de casernes. Au lieu des 1 500 milliards de dollars dépensés en 2024, les Etats membres de l'OTAN en dépenseront au moins 2 800 milliards dans 10 ans.

Dans leur déclaration finale, qui affirme outre ces engagements budgétaires, la validité de l'article 5 et la nécessité de leur « *unité* » « *face à des menaces et défis de sécurité majeurs, en particulier face à la menace que la Russie fait peser pour le long terme sur la sécurité euro-atlantique et à la menace persistante que constitue le terrorisme* », les dirigeants des pays membres se sont dits « *fermement résolus à protéger le milliard de personnes vivant dans [leurs] pays, à défendre le territoire de l'Alliance et à y préserver la liberté et la démocratie.* »

Le sommet, très court, centré sur la question budgétaire, avait été calibré pour complaire à Trump. Zelensky n'y avait pas été invité autrement qu'en marge et il n'a été question de l'Ukraine dont les sommets précédents s'étaient engagés à aller vers son adhésion à l'Alliance que pour réaffirmer un soutien à celle-ci dans la durée.

La guerre commerciale et militaire généralisée du capital ébranle la planète et menace de la mondialisation de la guerre

Loin de se désengager de l'Otan, comme Trump l'avait laissé entendre, les Etats-Unis alignent aujourd'hui 100 000 soldats en Europe et conservent les centres de commandement militaire de l'Alliance. Ils entendent faire payer aux Etats européens que leur guerre commerciale n'épargne pas, le fardeau budgétaire -et demain le prix du sang comme celui versé par le peuple ukrainien- de la guerre contre la Russie et la préparation de guerres ultérieures pour tenter de sauvegarder leur domination mondiale et enrayer leur déclin face aux nouvelles puissances capitalistes émergentes, la Chine.

« *Le président Donald Trump*, expliquait en mai Claude Serfati, *lance les États-Unis dans une fuite en avant vers un précipice dans lequel l'économie mondiale et l'humanité risquent d'être englouties. Trump sème le chaos mais il n'a aucune certitude qu'il en récoltera les bénéfices. Le PDG de JP Morgan, la forteresse historique du capital financier états-unien (4000 milliards de dollars d'actifs financiers dans le monde et 6 milliards de bénéfices en 2024) considère que «le risque est extraordinaire. La troisième guerre mondiale a déjà commencé» .*

C'est ici que les personnages rencontrent les lois de l'histoire: le court-termisme de Trump – qui se traduit déjà par des errements dans ses décisions – est à l'image du court-termisme de l'horizon du capital états-unien. En effet, le déclin de l'hégémonie des États-Unis a accéléré depuis la fin des années 2000. Ce que j'appelle le «moment 2008» est caractérisé par une concordance unique de temporalités entre une crise financière qui se transforme en une longue dépression, une exacerbation des rivalités militaro-économiques entre les grandes puissances et une dégradation écologique accélérée qui désagrège désormais les conditions physico-environnementales de reproduction de la vie. »[1]

Alors que la crise de rentabilité atteint toutes les fractions du capital mondialisé et que s'accélèrent les conséquences du réchauffement climatique et de la dévastation de l'environnement, les multinationales pressées par l'exacerbation de la concurrence soumettent les ressources naturelles et les travailleurs de la planète à une surexploitation forcenée qui à son tour aggrave la guerre économique et les tensions guerrières.

Ce processus qui s'est très fortement accéléré après la grande crise de 2007-2009 et la crise de la covid ouvre une période d'instabilité mondiale, de crises économiques et sociales, de guerres et de révoltes des peuples dont la raison de fond est l'incompatibilité entre la production mondiale qui unit des centaines de millions de travailleurs dans un processus de production international unique et la propriété privée financière, capitaliste, d'une minorité faramineusement riche servie par son système d'états nationaux qui garantissent ses intérêts.

Le seul avenir de l'humanité et de la planète entière est d'en finir avec la concurrence et la guerre pour œuvrer à l'union des travailleurs et des peuples.

Galia Trépère

1 https://alencontre.org/ameriques/americnord/usa/plus-destructeur-et-plus-profitable-linjonction-de-trump-au-systeme-militaro-industriel-des-etats-unis.html